

Publié le 22 novembre 2015 à 15h15

La fuite en avant du Port de Québec



POINT DE VUE

Le Soleil

L'Administration portuaire de Québec (APQ) a présenté mardi dernier son projet Beauport 2020 aux élus municipaux de Québec dans le cadre d'un comité plénier. Le pdg de l'APQ, Mario Girard, y a fait candidement deux aveux surprenants : les infrastructures portuaires à Québec seraient en état de décrépitude avancée, au point de nécessiter des investissements de 310 millions \$; l'APQ n'aurait pas de liquidités pour les réparer, malgré une moyenne de revenus de 8,9 millions \$ par an depuis 10 ans.

Que signifient ces aveux? D'abord, que toute l'esbroufe faite au sujet de la croissance des activités au port de Québec n'était qu'un écran de poussière camouflant un mode d'opération voué aux déficits, malgré l'affichage de revenus satisfaisants dans les rapports annuels.

Ensuite, que l'APQ aurait accordé des rabais importants à ses locataires en soustrayant de ses tarifs de location les sommes nécessaires au maintien des actifs. Or, les principes de saine gestion stipulent que toute entreprise commerciale, ce qu'est l'APQ dans son statut actuel, doit inclure les frais liés au maintien de ses actifs dans le coût de vente de ses services. Les sommes perçues peuvent alors être réinvesties pour garantir des infrastructures performantes et en bon état aux locataires et utilisateurs.

Si les actifs de l'APQ sont en état de décrépitude avancée, c'est que les entreprises en bénéficiant ont payé un coût inférieur à ce qu'elles auraient dû payer pendant de longues périodes. Au mieux, c'est de la très mauvaise gestion, au pire, on pourrait y voir une forme de collusion.

L'Administration portuaire de Québec veut maintenant obtenir des fonds publics pour remblayer le fleuve sur une surface équivalente à 26 terrains de football afin de générer des revenus pour payer les réparations. À quel prix faudra-t-il louer ces espaces et quelle entreprise voudra s'y établir, sachant qu'elle devra payer pour l'entretien des locataires précédents?

Un tel plan d'affaires est clairement une fuite en avant et nos élus ne semblent y voir que du feu. À moins que l'esbroufe de l'APQ, combinée à la complaisance des élus, cache une réalité plus pernicieuse. En tant que contribuables à qui on demande d'assumer la facture, il est bien difficile de faire confiance aux acteurs en présence quand on y réfléchit un peu.

Patrick Albert

Québec